6 PAGES 5 CENTIMES — Fondé en 1893

L'Égalité
DE ROUBAIX-TOURCOING

Téléphone : A DOUAI N° [illegible] — A LILLE N° [illegible] — A ROUBAIX N° [illegible] — A LENS N° [illegible]

ABONNEMENTS — 3 mois — 6 mois — 1 an
Nord et Départements limitrophes . . . 4 fr. 50 — 9 fr. — 18 fr.
Autres Départements . . . 5 fr. 50 — 11 fr. — 22 fr.
Les abonnements sont reçus sans frais dans tous les Bureaux de poste

NUMÉRO 5 CENTIMES

PUBLICITÉ
Les Annonces et Réclames sont reçues directement aux Bureaux du Journal et dans toutes les Agences de France et de l'Étranger.

Mercredi 6 Mai 1914

DRAME CONJUGAL A LILLE : DEUX MORTS

Le crime de Denain aux Assises du Nord

APRÈS LE PREMIER TOUR

Nous empruntons à notre confrère la Dépêche de Toulouse, l'article de Camille Pelletan qu'on va lire. Ceux qui nous reprochent de lutter contre les radicaux, en préconisant la politique de discipline républicaine, verront que nous sommes, du moins, en bonne compagnie.

Il est impossible de se prononcer sur le résultat des élections jusqu'au second tour de scrutin ; et les cris de victoire poussés par la presse briandiste ne peuvent tromper que les naïfs. D'abord, les candidats de la Fédération n'ont guère brillé. Puis, une vieille expérience m'a appris que la comédie qui se joue aujourd'hui se joue régulièrement à toutes les élections. Comme les partis de droite sont plus unis que ceux de gauche, et divisent leurs suffrages sur un moins grand nombre de candidats, ils obtiennent à peu près tous leurs succès au premier tour ; chaque fois, les partis de gauche prennent leur revanche au second. Cela n'empêche pas la réaction de tabler, chaque fois, sur le premier tour, sauf à déchanter au second. C'est un plaisir assez innocent qu'elle se donne ainsi, et il ne tire pas à conséquence.

Il faut avouer, d'ailleurs, que le parti radical n'a pas remporté la victoire décisive à laquelle il était en droit de s'attendre ; et l'on pouvait le prévoir depuis quelque temps. Le Congrès de Pau lui avait donné une excellente situation : il semble qu'on ait pris à tâche de le détruire. Ses ennemis n'avaient contre lui qu'une arme, et ils s'en servaient furieusement. Ils ne cessaient de répéter qu'il abandonnait son drapeau et son programme, tant ils sentaient que sa force était dans son programme et dans son drapeau ! On a travaillé, même de notre côté, à donner raison à ses ennemis. Une part des fautes commises revient bien un peu au ministère ; il a perdu, avec M. Caillaux, son élément le plus vigoureux. Il a cru être habile en tenant un langage vague et souvent un peu équivoque, dont ses adversaires ont abusé pour crier bien haut qu'il abandonnait son propre parti. Et, peu après, ce parti semblait s'abandonner lui-même : ou, plutôt, il semblait abandonné par l'organisation qu'il s'était donné.

Un certain nombre de nos candidats s'est mis, avec un aplomb extraordinaire, à se rallier, en tout ou en partie, au programme briandiste, croyant habile de pouvoir se réclamer à la fois des deux clans opposés. Rien de plus sot qu'une telle manœuvre, qui n'a guère profité à aucun de ceux qui l'ont tentée. Ils n'ont pas gagné un suffrage du côté de nos adversaires, ils en ont perdu du nôtre, et ils ont été battus dès le premier tour. Le Comité exécutif, au lieu de leur retirer l'investiture, est resté muet ; et le discrédit en est retombé sur le parti tout entier: Le titre de radical unifié a cessé d'être une garantie, là même où il était fidèlement porté ; et les éléments avancés ont été pris d'une méfiance inévitable pour ce parti à deux faces, qui semblait infidèle à lui-même. Le commencement de discipline qu'on avait établi dans le radicalisme a été aussitôt détruit par la trahison de quelques-uns et l'incroyable silence du comité. Chose étrange ! Si depuis quelque chose a été fait pour réparer les fautes commises ce n'est pas par le Comité, mais par la Fédération de la Seine, celle sur laquelle nous croyions pouvoir le moins compter. Mais ce ne fut qu'après le premier tour : il était trop tard.

Malgré cela, un heureux résultat a été atteint dès le premier tour : on a recommencé à reconstituer le vieux Bloc. Le Parti socialiste unifié, aux dernières élections, semblait porté à de révoltantes alliances avec la droite. Si ces alliances n'ont pas encore complètement disparu, elles sont manifestement en voie de disparaître. La force de la situation les a rompues sur nombre de points. L'une de celles qu'on voulait continuer a été battue avec M. Myrens. Nous en avons vu aussi deux ou trois échantillons réussir au premier tour. C'est peu pour un mouvement qui avait inquiété tous les bons républicains. D'autre part, des désistements réciproques, entre radicaux et socialistes, attestent qu'on revient à une situation plus normale. La force des choses travaille à classer les partis, d'après leurs affinités naturelles. Il est évident que ceux de nos candidats qui ont renié le programme radical ont par là même renoncé au bénéfice de ces désistements. Mais les autres doivent en profiter. Il faut rendre à M. Massé cette justice qu'il n'a pas hésité à faire son devoir : mis en minorité, il s'est désisté pour le socialiste, comme le socialiste se désistait pour lui quand il était en majorité. M. Massé a commis une lourde faute en restant dans le ministère Barthou malgré ses amis, et il paye la faute que ses sentiments solidement républicains rendent difficilement explicable. Mais il faut reconnaître qu'à la différence de tel de ses anciens collègues, une fois renversé, il est rentré dans les rangs de l'armée radicale, sans hésitation, sans faiblesse. Il a expié une faute passagère : mais il a reconquis tous les droits à l'estime de ses anciens amis.

Il est trop tôt pour essayer de deviner ce que sera la prochaine Chambre. Mais on peut dès aujourd'hui pronostiquer qu'il sera difficile d'y former une majorité solide et durable. Il n'y aura de majorité de gauche possible qu'avec le concours des unifiés, et par conséquent avec le programme de Pau. Il n'y en aura d'autre possible qu'avec le concours de la droite : et nombre de radicaux, même très modérés, ne pourront pas accepter longtemps une telle solidarité. Les moyens ternes et les équivoques seront plus difficiles que dans la dernière Chambre, parce que les partis de gauche y seront plus tranchés, plus résolus. Comment s'en tirera-t-on ? C'est le secret de l'avenir.

CAMILLE PELLETAN.

CHOSES ET AUTRES

ANTOINE ET LES BUREAUX

Il ne semble pas que l'affaire de l'Odéon soit close. Voici, en effet, qu'Antoine part en guerre contre les bureaux et que M. Henri Bernstein prêche la révolte aux étudiants qui, d'ailleurs, ne vont presque jamais à l'Odéon, encore qu'ils habitent dans le voisinage du délicieux Luxembourg.

Pourquoi les bureaux sont-ils mis en cause ? C'est bien simple. M. Antoine croit qu'avec un peu de bonne volonté de leur part, il aurait pu remonter le mauvais courant qui l'emportait.

Le ministre des finances et le ministre de l'Instruction publique s'étaient mis d'accord, affirme M. Antoine, pour lui payer le supplément de subvention récemment voté par les Chambres. M. Antoine alla donc au bureau du ministre.

— Je n'ai pas d'ordres, lui déclara M. d'Estournelles de Constant.

— J'ai jusqu'à deux heures aujourd'hui pour payer, reprit M. Antoine. Si je ne paie pas, c'est la faillite.

— Dans ce cas, fit alors M. de Constant, je vais aller prendre les instructions du ministre des finances.

Il était onze heures. M. Antoine attendit jusqu'à deux heures le retour du fonctionnaire. Puis, très las et quelque peu furieux il rédigea sa lettre de démission et l'envoya à M. Viviani. Il était plus de trois heures quand M. de Constant rentra à son cabinet.

C'est pourquoi Antoine part en guerre contre les bureaux qui sont d'ailleurs bien tranquilles. Personne ne peut rien contre eux. Ils sont éternels comme les moines et les chiens. Ce n'est pas M. Bernstein qui troublera leur quiétude en lançant contre eux des légions d'étudiants. Et ceux de ces étudiants qui seront plus tard fonctionnaires se comporteront exactement comme les fonctionnaires d'aujourd'hui.

Les bureaux n'ont pas de cœur. Ils ne peuvent pas en avoir. Il serait peut-être dangereux qu'ils en eussent. On ne peut exiger d'eux que le respect scrupuleux des règles administratives et une grande exactitude. M. Antoine et M. Bernstein voudraient qu'ils ajoutassent à cela quelque chose qui ressemblerait à de la générosité. Ils font du Théâtre, sans le savoir, comme M. Jourdain de la prose. Les bureaux font de l'administration. Ils ne comprendront pas M. Antoine, ni M. Bernstein.

Sa revanche, M. Antoine l'a déjà eu d'ailleurs. Pendant ces quelques jours-ci, M. de Constant a dirigé l'Odéon, il y avait trois spectateurs dans la salle ; c'était le désert. Mais je suis bien convaincu que, malgré cette expérience, M. d'Estournelle de Constant se demande encore comment Antoine n'a pas fait fortune à l'Odéon.

C'est que M. d'Estournelles de Constant est fonctionnaire.

GRIFF.

CHRONIQUE

Le dernier Guignol

Dans l'été de 1897, fit Jean Lemercier, je séjournais dans mon manoir de Bénerville à quelques milles de Caen. Ce manoir ne paye pas de mine. C'est une vieille bâtisse rectangulaire, dont la façade est trouée par la pluie, le gel, les guêpes maçonnes et le lichen. Mais il est confortable. Les chambres vastes et claires, aux boiseries de chêne, plafonnées de rudes poutres, sont fraîches en été et se chauffent facilement en hiver. Puis, le paysage est robuste, paysage de vieille France, où alternent les herbages, les vergers, les emblavures, les jachères, les hautes futaies mystérieuses, et qu'arrosent de merveilleuses fontaines. L'eau jaillit partout, eau de fées, eau de sorcières, eau d'elfes et de naïades, couleuvres argentines, lames de cristal, étangs où semble dormir l'âme de la « Belle », mares redoutables et charmantes.

Un matin que je rêvais, après avoir lu l'histoire de ce Phélipau, qui prétendait au nom de Charles de Navarre et se disait fils de Louis XVI, je vis s'arrêter à la grille un attelage maupiteux. C'était une charrette à claire-voie, que tirait un âne cacochyme, au poil râpé comme un vieux tapis et au museau séché par l'âge. Sur le siège se tenait un quinquagénaire, à la barbe fauve poudrée de sel, aux cheveux trop longs qui pendaient sur un collet de panne verte. Cet homme avait quelque air d'artiste et de saltimbanque, la face d'ailleurs honnête jusqu'à la candeur et toute crispée de tristesse. Dans la charrette, on apercevait les éléments d'un guignol, bois, rideaux, marionnettes apparues par les trous d'une caisse, étoffes bariolées, et aussi une jeune personne vêtue d'un costume couleur coquelicot, un peu mangé par le soleil. Elle était parfaitement blonde, comme un champ d'épeautre vers la moisson, fort maigre, le visage plus blanc que la fleur du liseron et des yeux si vastes, si pathétiques, d'un si beau feu violet, que j'en fus tout remué. Au reste, elle avait de la grâce, les traits sculptés au fin ciseau et que ne déparait pas une bouche quelque peu grande, mais qu'attristaient le cerne des paupières et le creux des joues.

C'était un de ces jours où l'on a l'âme généreuse ; puis cette fille singulière m'hypnotisait. Je m'en fus donc à la grille et j'interrogeai doucement l'homme :

— C'est l'âne qui est à bout de souffle ! fit-il d'une voix rauque.

Mais son visage disait d'autres choses, chagrines et suppliantes :

— Entrez ! dis-je, vous ferez reposer l'âne et vous vous reposerez vous-même.

Il me salua très bas, d'une façon surannée, théâtrale et pourtant naturelle.

— Ah ! monsieur... ah ! monsieur, balbutia-t-il, en guise de remerciement, avec un pli de la bouche comme s'il allait pleurer.

Mais il sut bien se contenir et, avec l'aide de mon valet d'écurie, il logea l'âne, tandis que je faisais conduire la jeune personne au manoir par ma servante, la grosse Catherine.

∴

Il se trouva que le vieux était aussi brave homme que l'annonçait son visage. Il promenait par les provinces un guignol que lui avait transmis son père ; il faisait vivoter honorablement sa fille Janine et son âne de l'agrément qu'il procurait à des contemporains simples, par les aventures de Polichinelle, de Cassandre, d'Arlequin, de Colombine, du commissaire et quelques seigneurs de moindre importance. Comme il avait bon œil, le pied leste et l'estomac indulgent, il ne trouvait pas l'existence amère.

Tout changea du jour où le destin frappa Janine. Il le fit sournoisement. D'abord, la jeune fille ne sentit qu'un peu de lassitude, puis sa joue perdit sa lueur d'églantine, ses muscles se rétrécirent, la fièvre se mit à brûler le sang, enfin la mort montra qu'elle ne lâcherait pas sa proie. Cette aventure m'émouvait tragiquement. Après mon médecin, je fis venir un guérisseur de Caen et un autre du Havre. Ils ne laissèrent aucune espérance. Ces yeux magnifiques devaient s'éteindre ainsi que les feuilles à l'automne, cette grande chevelure allait cesser de croître. Nous attendîmes, le vieux et moi, pleins d'horreur.

J'errais autour de la moribonde avec un tremblement intérieur et une rage secrète ; la nature me paraissait odieuse d'avoir donné à cette fille la lumière et la beauté, les dons qui enchantent l'amour, et de l'écraser dans sa grâce. Pourtant, elle n'avait pas été absolument implacable ; la fille de Guignol conservait l'espérance ; elle la répandait sur des jours nombreux et sur des événements lointains. Et c'est ainsi qu'arriva l'heure du Roi des Épouvantements.

Ce fut par un de ces crépuscules où le firmament se pare de fabuleux mensonges. Cent nuages avaient revêtu leurs robes d'hyacinthe, de jonquille, de brocart, de pourpre ; il se creusait continuellement des contrées de soufre, des lacs turquin, des fleuves améthyste et des cavernes où l'on croyait apercevoir la fournaise des Cyclopes. Janine, étendue sur une chaise longue, au bord de la terrasse, buvait l'air baigné d'essences, ainsi qu'une eau d'éternité. Soudain elle murmura, les yeux plus vastes encore, émue des souvenirs de sa vie errante :

— Oh ! que je voudrais voir le mariage de Colombine !

Le vieux vit là un ordre suprême et sans appel. Il se leva, il alla chercher la charpente, les marionnettes, l'humble décor et, silencieusement, monta le guignol. Le rideau miteux se leva : dans la lueur orange, on vit s'agiter les grêles symboles : Pierrot et Cassandre, Polichinelle et le commissaire, Arlequin et Colombine.

Ah ! ce spectacle ! Le vieux, fou de douleur, gardant toutefois la lucidité de son pauvre art, enfiévré par le désir de plaire à la mourante, doué aussi de quelque poésie native, joua de toute son âme. La longue lueur tantôt écarlate, tantôt mauve, parfois aussi tournant à l'aigue-marine, jetait une magie sur la scène minuscule. Et les marionnettes falotes jouaient, après tout, l'essentiel du conte humain : la joie, la douleur, le songe, l'action et l'espérance invaincue !... Quand survint le dénouement, quand Arlequin, tout glorieux et plus diapré qu'un parterre, sanglota son amour à Colombine, quelle émotion merveilleuse palpita aux prunelles violettes de la jeune fille ! Tous les souhaits des êtres parurent sur son visage maigre, toute la douceur des illusions agita la poitrine presque éteinte, et nos regards se rencontrèrent... Comme il n'y avait là qu'un amour possible, ce fut cet amour qui naquit. Janine m'aima pour tous les jours qu'elle avait vécus et pour tous les jours qu'elle ne pourrait pas vivre ; je l'aimai au nom de la pitié profonde et de la mort, et, saisissant la petite main défaillante dans la mienne, je dis, à mi-voix, le mot qu'il fallait dire. Alors elle crut au terrible bonheur qu'attendent les créatures périssables, et dans une palpitation d'extase, en plein amour, en pleine foi, dans l'immense crépuscule de cuivre, elle quitta le rêve de la vie.

J.-H. ROSNY.

AUTOUR DU SCRUTIN DE BALLOTTAGE

Le petit chantage sénatorial du « Progrès du Nord ». — Le bloc de gauche triomphera-t-il à Dunkerque ? — Où M. Sougey, revolutionnaire repenti, verra évoquer quelques vieux souvenirs qui rempliront d'aise ses nouveaux amis cléricaux du canton de Carvin.

Tout le monde sait que notre programme est de diviser le parti radical, tandis que le programme du « Progrès » est de faire régner la concorde et l'union.

C'est dans ce but que le « Progrès » a soutenu avec la « Dépêche » les candidats Macarez, Cantineau et Walrand contre les candidats de la Fédération Radicale et Radicale-Socialiste du Nord, et qu'il a soutenu tout seul, contre cette même fédération, les candidats Davaine et Castiau.

C'est dans le même but d'union que M. Desprez, le directeur demi-belge du « Progrès », couvre aujourd'hui la Fédération Radicale et Radicale-Socialiste de quolibets et d'insultes.

« Fédération des suicidés », « Fédération des [illegible] », « Fédération sur le papier », « Fédération qui n'avez pu faire élire sénateur votre chef de file que par la division » (réjouis-toi, ô ! Lepez), telles sont quelques-unes des apostrophes que, par l'organe de M. Martin-Mamy, défenseur de la loi de deux ans dans l'Oise et de trois ans dans le Nord, partisan de l'amendement Vincent en juillet et adversaire en avril, M. Desprez, belge naturalisé, se croit autorisé à décocher à une Fédération dont font partie les 6 candidats que le « Progrès » recommande lui-même aux électeurs. Sans compter qu'y sont également inscrits trois sénateurs, MM. Auguste Potié, Hayez et Trystram, que M. Desprez se vante d'avoir incorporés dans le comité de direction politique de son journal, et auxquels il prétend avoir fait donner une adhésion préalable à la ligne de conduite qui lui a permis, notamment, de soutenir Walrand contre Defontaine, etc., etc.., au premier tour, et de combattre la discipline républicaine au second tour.

Mais il y a mieux !

Le « Progrès » qui, malgré l'appui important de l'archevêché représenté par la « Dépêche », a reçu du suffrage universel une claque de première grandeur sur ses trois candidats Davaine, Walrand et Cantineau, battus, le premier par un socialiste, et les deux autres par deux candidats de cette même Fédération Radicale, « qui ne compte que sur le papier », menace celle-ci des foudres du suffrage restreint.

Voici quel est son raisonnement :

« Si vous vous figurez qu'en continuant « vous arriverez à obtenir un plus grand « nombre de sièges sénatoriaux, vous vous « trompez, Fédération sans importance ! « Vous n'arriverez qu'à faire passer une « liste *dans laquelle vous ne serez représentée par personne.*

« Nous avons fait, nous, Desprez, nous « Martin-Mamy, très au courant de la politique du Nord, nous avons fait un pointage qui vous prouvera que pour les élections sénatoriales les républicains n'ont « rien à demander aux collectivistes révolutionnaires ».

Ainsi, sans les socialistes et sans les voix de la Fédération Radicale et Radicale-Socialiste, le « Progrès » se fait fort de faire élire une liste de sénateurs républicains.

Cela n'a rien de surprenant et il n'est pas besoin de longs pointages pour démontrer que par une alliance avérée ou discrète avec les cléricaux, comme le « Progrès » l'a fait pour ses candidats Cantineau, Walrand, etc..., une liste sénatoriale pourrait peut-être arriver en dehors des véritables radicaux et des socialistes.

Reste à savoir si, pour faire plaisir à l'enfant de Binche (Belgique), les sénateurs actuels du Nord, en dehors de Lozé et Maxime Lecomte, laisseront sombrer dans cette aventure leur honneur et leur réputation politiques.

Et puis, dans un pacte, si malpropre qu'il soit, il faut au moins deux contractants, le « Progrès » n'est pas seul !

Les conservateurs du Nord ont montré, par des exemples récents, qu'ils ne se laissent guider que par leur intérêt, ce qui leur permet de ne pas s'arrêter à la couleur de ceux à qui vont leurs suffrages.

Quand, sous l'inspiration du « Progrès », un groupe de gauche s'oubliera jusqu'à échafauder son succès sur le concours éventuel des conservateurs, ceux-ci mettront leur concours aux enchères. C'est au plus offrant qu'il ira, et le résultat d'une adjudication varie souvent selon la forme dans laquelle elle est présentée.

Il n'y aurait peut-être pas intérêt pour les sénateurs actuels du Nord à laisser prendre corps à un projet, dont il a déjà été question dans certains milieux, de R. P. générale au deuxième tour des élections sénatoriales entre toutes les listes du premier tour qui y consentiraient !...

D'ailleurs le « Progrès » nous a promis une démonstration et un pointage : attendons-les maintenant...

∴

Nous recevons de Dunkerque les nouvelles les plus rassurantes ; le désarroi est extrême dans le camp réactionnaire et, malgré la campagne odieuse menée par les amis de M. Dumont et par le « Nord Maritime », M. Défossé sera proclamé dimanche soir député de la 1re circonscription de Dunkerque.

Il faut bien reconnaître que le « Comité libéral » a fait admirablement le jeu du candidat républicain : ses violences inouïes, ses calomnies misérables, ont écœuré tous les électeurs honnêtes et les hésitants se sont détournés avec dégoût des inspirateurs de ces vilenies. Un fait suffira pour montrer jusqu'où peut aller la mauvaise foi des cléricaux hypocrites et masqués : La veille du scrutin, samedi soir, alors qu'il n'était plus possible de répondre à sa manœuvre avant l'ouverture du scrutin, le « Nord Maritime » publiait un article déshonorant, affirmant que Défossé, candidat de l'assiette au beurre, s'était fait octroyer par le gouvernement de la République un bureau de tabac d'un rendement de 12,000 francs.

« N'est ce pas un salaire suffisant, disait la feuille perfide, pour les services rendus à Marianne et les électeurs seront-ils assez naïfs pour y ajouter une nouvelle prébende de 15,000 francs. »

Avec indignation, le « Maritime » plaignait les veuves de fidèles serviteurs qui végètent dans la misère, alors que des politiciens sans pudeur leur enlèvent les fonds de secours qui devraient leur être exclusivement réservés.

C'était un mensonge éhonté ; le « Comité libéral » le savait parfaitement, mais il espérait bien que sa flèche empoisonnée frapperait mortellement le candidat républicain.

Ce fut à Dunkerque un tel sursaut de colère que M. Dumont signa un désaveu formel et déclina toute responsabilité.

Naturellement, comme tout bon jésuite, le « Nord Maritime » publia une rectification, piteuse d'ailleurs, après le scrutin. Le fameux « Comité libéral » sombra sous l'indignation publique et se trouve aujourd'hui remplacé par un « Comité électoral » où rien n'est changé, que le nom — et le président.

Pour cruelle que soit la leçon, elle n'est pas suffisante et M. Défossé poursuivra devant les tribunaux les auteurs de cette vile manœuvre de dernière heure. La Chambre vient de voter une loi dont les sanctions seront ici très justement appliquées.

Du côté républicain la discipline est admirable. On sait comment est née la candidature de M. Défossé. Le Comité radical fit tout d'abord une démarche près de M. Georges Vancauwenberghe pour lui offrir d'être le porte-drapeau de la République dans la 1re circonscription.

M. le président du Conseil général affirma à nouveau sa résolution bien arrêtée de se retirer complètement de la vie politique, mais promit son concours le plus dévoué pour le candidat qui serait choisi par le Congrès. La candidature de M. Terquem fut alors envisagée. Publiquement et fort énergiquement, le maire de Dunkerque supplia ses amis de ne pas lui imposer une charge nouvelle. Les soins de l'administration de la ville constituant déjà un très lourd fardeau. Cependant, sur les instances de son conseil municipal il consentit, mais en protestant, à laisser poser sa candidature devant le congrès. Dans ces conditions, Défossé allait être nécessairement désigné et l'union parfaite de tous les républicains devait se sceller sur son nom.

Les socialistes, avec le citoyen Naasseens adjoint au maire de Coudekerque-Branche, ont mené une vigoureuse campagne et fait une très utile propagande qui portera ses fruits. Dès le lendemain du 1er tour, Naasseens, annonça son désistement en faveur du candidat radical et depuis, Défossé reçoit partout l'assurance que pas une voix socialiste ne lui manquera le 10 mai.

Le Comité républicain se réunit tous les jours et fait preuve d'une merveilleuse activité. Valentin, conseiller général du canton de Gravelines est constamment sur la brèche, et notre vaillant ami Tubert se dépense sans compter pour assurer la victoire républicaine.

On annonce pour vendredi prochain une conférence de M. Dron : le succès du maire de Tourcoing, allant à Dunkerque, prêcher la discipline républicaine sera considérable et sa parole autorisée produira certainement le plus grand effet sur les abstentionnistes trop nombreux du premier tour.

Nous répétons donc avec une entière confiance, que c'est un éclatant succès que nous enregistrerons dimanche dans la 1re circonscription de Dunkerque.

∴

Comme nous le disions hier, M. Sougey, candidat de toutes les réactions dans la 5e circonscription de Béthune, — contre notre ami le citoyen Sorriaux qui sera certainement l'élu de la discipline républicaine, — continue sa campagne de basses flatteries vis-à-vis des cléricaux et des réactionnaires de tout acabit.

Par quels moyens a-t-il obtenu un désistement en sa faveur du candidat des curés M. Vilain ? On s'en doute.

Quels engagement a pris ce partisan de la liberté d'enseignement vis-à-vis de l'ancien candidat libéral ? Il n'est pas difficile de le deviner. Aussi bien, M. Vilain n'est pas homme à dissimuler longtemps à ses amis, et même au public, les gages que le révolutionnaire repenti qu'est M. Sougey n'a pas manqué de lui donner.

Ce que M. Vilain et les cléricaux du canton de Carvin ne savent peut-être pas, c'est que M. Sougey est un professionnel, si l'on peut dire, de la trahison politique.

Elève préféré du vénéré citoyen Baggio, auteur du « Catéchisme du Libre-Penseur » et d'une série d'ouvrages de vulgarisation collectiviste, il fut, à ses débuts dans la vie politique, un socialiste de nuance très accentuée, un théoricien de la Révolution, à qui le citoyen Basly apparaissait comme un « pâle », et presque comme un suspect.

C'est M. Sougey qui, en 1890, à Carvin, était en tête du cortège recevant Louise Michel, la célèbre propagandiste libertaire, et qui siégeait au bureau, à côté du citoyen Baggio !

Le même Sougey qui, lors de la conférence du baron Dard, à Carvin, il y a 8 ans, s'époumonna à hurler « A bas la calotte ! » au point que M. Frans, journaliste et conférencier catholique, disait en parlant de lui : « Sougey, le conseiller municipal qui s'effondre »...

C'est encore lui qui, en janvier 1912, surgeait contre ceux qu'il nommait les « douteux », et organisait un congrès sénatorial dissident, ne trouvant pas assez rouges M. Ribot et ses défenseurs.

C'est enfin M. Sougey qui, ainsi que nous le disions, prononçait en 1896 sur la tombe d'un soldat mort au service, un discours contre les armées permanentes et refusait, à Carvin, de s'associer à une manifestation du « Souvenir Français », en raison de ses opinions antimilitaristes...

Aujourd'hui, cet homme, véritable pantin aux mains de la calotte, exhibé et présenté de maison en maison, non seulement par les fonctionnaires des compagnies minières, mais par les chefs les plus notoires du parti clérical, ose parler au nom de la République, et se flatte de grouper sur son nom l'ensemble des voix républicaines !...

Quelle déception l'attend, le pauvre !

Non seulement aucun des électeurs de notre ami Monier ne fera défaut au citoyen Sorriaux, seul candidat de la discipline républicaine, mais on peut dès à présent affirmer la victoire certaine de Sorriaux, si l'on se réfère seulement aux protestations de toutes sortes qui s'élèvent chez les commerçants, chez les petits cultivateurs, et aussi chez les républicains, d'Hénin-Liétard notamment, (même parmi ceux qui ont voté au premier tour pour leur maire), contre l'invraisemblable cynisme du politicien sans vergogne qui essaie de capter leurs suffrages.

Malgré la pression sans nom organisée par tout le patronat minier, de Carvin, de Dourges, de Drocourt, d'Ostricourt, pression qu'on exerce jusque dans les cours d'usines, dans les bureaux des mines, les carreaux de fosse, et même dans les galeries, on peut affirmer que dimanche prochain le canton de Carvin, fidèle aux traditions d'honnêteté républicaine qui sont sa gloire, fera justice des palinodies sougeytistes en élisant Sorriaux, candidat de l'honnêteté politique et de la vraie République.

LE RÉVEIL DU NORD.

La discipline républicaine et le 2me tour

L'appel du Comité exécutif du Parti radical et radical-socialiste

Paris, 5 mai. — A la veille du scrutin de ballotage, le comité exécutif de la rue de Valois adresse aux électeurs l'appel suivant :

Citoyens,

« Au premier tour de scrutin, dans une controverse publique et loyale, nous avons opposé notre programme et nos méthodes aux conceptions des autres fractions républicaines. Ce fut une bataille d'idées, parfois violente.

» Mais, trêve aux querelles et aux regrets, le devoir est de rallier le drapeau. Quel que soit celui qui le porte, si le suffrage universel l'a désigné, sans hésitation, sans réserve, sans arrière-pensée, il faut se grouper autour de lui et faire front à l'adversaire commun, à l'éternel ennemi.

» Cet ennemi est d'autant plus dangereux